

Alternative

Ni PTB ni Front national

Walter Feltrin

avec la collaboration de Barbara Dufour

nowfuture
— ÉDITIONS —

Préface

Les acteurs de la révolution technologique, les Cockerill, Solvay, Peltzer, Piedbœuf et autre Englebert, firent de la Wallonie la deuxième puissance industrielle du monde entre 1880 et 1910. Plus tard, Julien Dulait et les ACEC ont fait la fierté de toute une région. La Belgique, et la Wallonie en particulier, restèrent jusqu'à la Première Guerre mondiale l'un des producteurs automobiles de premier plan avec plus de 100 marques et des voitures de luxe enviées par le monde entier. La Minerva était considérée comme bien plus prestigieuse qu'une Rolls-Royce. Ce qu'il s'est passé? Peu nous chaut! C'est de l'avenir dont il est question aujourd'hui. Et pourquoi pas rêver retrouver à terme ce territoire prospère d'antan dont les richesses profiteraient à tous?

Au moment où je rédige cette préface, la Wallonie va se retrouver sans gouvernement, un membre de la coalition bipartite rompant leur contrat, excédé par les affaires à répétition. Nous n'avions franchement pas besoin de cela au moment où notre petite région devait justement profiter de la lente vague de reprise économique. Alors que la défiance des citoyens face au monde politique est plus grande que jamais, il est compréhensible que bon nombre d'entre eux ne lui accordent plus grand crédit. Pourtant, la politique est essentielle. Ceux qui l'exercent sont la plupart du temps des citoyens qui ont pour idéal de faire bouger les choses dans l'intérêt de tous, et non pas systématiquement pour garantir le leur comme certains osent l'affirmer, confortés par les scandales. Mais combien de nos hommes et femmes politiques pensent-ils encore à long terme? La première moitié de leur mandat, si elle est parfois efficace, voit souvent la seconde polluée par la campagne de l'échéance électorale suivante.

Si le mouvement de réforme ne s'accélère pas, ne nous faisons aucune illusion: l'État-providence n'existera plus. Il faut quasi tout repenser face aux défis qui sont à notre porte: la dette de l'État, le vieillissement de la population, la pauvreté grandissante, l'immigration, la tentation du repli sur soi. Et puis, il y a la révolution numérique – sans doute la quatrième du nom – qui va envoyer aux oubliettes des dizaines de métiers. Malgré les efforts importants récemment déployés, il est déjà trop tard pour une génération qui n'arrivera pas à intégrer des compétences radicalement neuves. *L'ubérisation* va bouleverser la plupart de nos modèles économiques.

Comme l'auteur de ce remarquable essai socio-économique, je ne peux me résigner à envisager que notre petit pays de cocagne soit condamné à la déroute. Walter Feltrin s'engage, sans langue de bois, sur tous les terrains. *In tempore non suspecto*, ses idées étaient déjà couchées sur papier, il y a plusieurs mois d'ici.

Aurions-nous trouvé en sa personne le « Macron wallon », celui qui ne se revendique ni de gauche ni de droite, celui qui prône tant une série de mesures novatrices pour encourager la création d'entreprises que des valeurs pour la plupart du temps défendues par la gauche mais dont j'ose prétendre qu'elle n'a pas le monopole? Va-t-il faire le pas et s'engager en politique ou tenter de rallier à ses idées les partis traditionnels? J'en serai en tout cas un spectateur curieux et attentif.

Il ose ainsi prôner la limitation du nombre de protégés syndicaux et la suppression du paiement des allocations de chômage par les syndicats. Oui, un dialogue social moderne, organisé entreprise par entreprise, est le gage d'une paix sociale génératrice de productivité au service du bien-être de tous.

Ce sont huit chantiers de réforme qu'il propose: d'une révision du fonctionnement démocratique à une fiscalité et une sécurité sociale repensées en passant par un enseignement plus adapté aux défis d'aujourd'hui, avec en filigrane le développement des entreprises.

Volontairement, il n'aborde pas les questions d'environnement et de gestion des ressources naturelles même si elles seront bien présentes dans le débat au cours des années à venir.

Voilà un entrepreneur à la dimension bien wallonne qui prend le courage de la parole. Ce n'est pas le patron de la multinationale déconnecté du terrain mais bien un homme expérimenté, conscient du fait que le bien-être de son personnel est le gage de la réussite de son entreprise. Un décideur qui s'inquiète de notre enseignement qui, sous prétexte de l'égalité envers et contre tout, est victime des *lobbys*, freins de toutes parts; une machine pourtant largement financée qui ne veut pas adopter la culture du mérite et de l'auto-évaluation. Elle est – hélas depuis longtemps – incapable de nous fournir des jeunes bien formés et motivés.

Walter Feltrin est un patron soucieux de la précarité grandissante d'une certaine classe moyenne. C'est un entrepreneur excédé par les tracasseries administratives absurdes. La bonne gouvernance n'est pas en reste dans cet essai avec, entre autres, la limitation des salaires des hauts dirigeants publics et moins de légèreté éthique dans le fonctionnement de nos institutions.

De toute urgence, il nous faut donner encore plus de charbon à la machine socio-économique wallonne dans la décennie qui vient.

Cet essai souffle un vent de dynamisme apte à bousculer les structures brinquebalantes. Il appelle les citoyens à se rassembler et à user de leur

pouvoir démocratique pour bâtir une société plus vivable et plus juste, sans se laisser bernier par les sirènes des partis extrémistes.

On pourrait, pourquoi pas, rêver d'une grande force démocratique qui regrouperait la partie moderne et non corrompue des partis ; ou bien d'une sorte de programme commun aux partis traditionnels avec une formation adéquate pour le plus grand nombre, la lutte contre certaines inégalités et la fin des conflits d'intérêts évidents ; ou encore d'une révolution citoyenne, non-violente mais ferme, en douceur et efficace.

Découvrez ce mouvement pacifique proposé par Walter Feltrin au travers d'une collection impressionnante d'idées empruntées tantôt au meilleur de la gauche, tantôt aux fondements de la droite. Puissent les meilleures de ses idées vous interpeller ou être portées par les actuelles forces vives éthiquement correctes – voire par lui-même.

L'urgence est là, sans aucun doute.

Pierre H. RION Ir.
Business angel wallon

Avant-propos

Je dirige avec mon frère une entreprise d'une grosse centaine de salariés qui fonctionne plutôt bien. Ma famille me comble. Je pourrais tranquillement profiter de la vie. *Pour vivre heureux, vivons caché*, dit le poète¹.

Alors pourquoi ce livre? Pourquoi courir le risque de m'exposer à des critiques – fondées ou non?

Il m'apparaît avec évidence (et pas seulement à moi) que ma terre natale – la « Wallonie-Bruxelles² » (et aussi bien au-delà, sans doute) – est confrontée à un tournant de son histoire. Un moment crucial, un moment charnière, une sorte de fin de règne où les choses peuvent basculer du bon ou du mauvais côté.

Nous sentons tous confusément que si nous continuons « comme nous l'avons toujours fait », nous allons irrémédiablement « dans le mur ». Un de ces moments où nous percevons que toutes les bases sur lesquelles notre société s'est appuyée commencent à vaciller. Une à une, nos certitudes sont ébranlées. Sans trop savoir comment, nous savons que nous devons faire autrement.

Que notre modèle d'État-providence tel que nous le connaissons soit menacé de mort ne fait aucun doute. Mais notre modèle socio-économique dans son ensemble est à repenser, et pas seulement en ce qui concerne la sécurité sociale. Des défis gigantesques sont à nos portes : la disparition d'activités industrielles due, entre autres, aux dégâts de la mondialisation, le manque d'emplois, la dette de l'État, le vieillissement de la population, la pauvreté grandissante, l'immigration, la prochaine révolution numérique, l'*ubérisation*, la tentation de repli sur soi, etc. L'avenir de nos enfants et des enfants de nos enfants est clairement en jeu et sans doute en péril. Une réaction s'impose.

Même quelques hommes politiques l'admettent publiquement : « Si on continue comme ça, on va dans le mur. On peut dire aux gens : "Ça va être dur, ça va durer trois, quatre ans, il faudra faire des sacrifices..." Mais alors, il faut ajouter : "Voilà où nous voulons aller." Or, cette seconde

1. Jean-Pierre CLARIS DE FLORIAN, dans son poème *Le Grillon*.

2. Même si l'expression « Wallonie-Bruxelles » n'a pas de réalité institutionnelle, elle représente à mes yeux une entité certes mal définie mais qui fait indiscutablement partie de notre patrimoine commun.

partie du message, le monde politique a beaucoup de difficultés à la concevoir... Nous n'avons jamais été dans une société où le point de basculement de la précarité à la pauvreté était aussi fort. Le moindre incident de vie peut vous faire chuter... On a un peu de temps devant nous, pas beaucoup¹. »

Face à cette situation, je ne peux pas rester au balcon. Même si j'estime, objectivement, bénéficier d'une position privilégiée qui nous met à l'abri, ma famille et moi...

J'ai écrit ce livre en tant que chef d'entreprise et spécifiquement de PME. Gérer une entreprise, c'est comprendre et tenir compte de son environnement économique, bien sûr. Mais c'est aussi saisir les enjeux sociaux et culturels, appréhender les tendances, les forces en jeu... pour faire les bons choix stratégiques, prendre les meilleures directions et planifier les actions adéquates. Une partie de mon temps est consacrée à cela. Très peu de chefs d'entreprise, et *a fortiori* de PME, s'expriment publiquement. Gérer une entreprise confère, selon moi, un point de vue particulier qu'il convient d'entendre. Il ne s'agit pas de faire du corporatisme – bien au contraire – ou du *lobbying* pour défendre des avoirs ou des acquis, mais plutôt de poser un regard particulier sur la société et de proposer des pistes de réflexion et d'action pour que chacun, quelle que soit sa place, prenne ses responsabilités.

J'ai aussi écrit ce livre en tant que citoyen ordinaire, attentif et à l'écoute de ce qui lui arrive et de ce qui arrive à ses concitoyens. Je me considère doté de capacités intellectuelles de compréhension et d'analyse ordinaires. Ce livre n'est pas un livre de et pour spécialistes. Je l'ai voulu accessible à chacun même s'il traite de sujets pas spécialement marrants. Volontairement, je n'ai pas abordé les questions d'environnement, de gestion des ressources naturelles, du climat... Il ne fait aucun doute qu'elles s'inviteront au débat dans les années à venir. Mais prioritairement et de toute urgence, nous devons remettre notre machinerie socio-économique et politique sur les rails dans la décennie qui vient. Voilà l'objectif premier.

Enfin, pour fixer complètement le cadre de ce livre, je souhaite ancrer toutes mes réflexions dans l'actualité de ma région, de mon « pays » au sens communautaire, la Wallonie-Bruxelles. Je confirme qu'il n'est pas dans mon propos ici d'analyser les misères à l'autre bout du monde ni de m'indigner du sort réservé à telle ou telle population lointaine. Il est certain qu'il est hautement *juste* de se pencher sur toute situation injuste. Mais simplement, je trouve qu'il est urgent de se concentrer sur nos problèmes « à nous », même si, selon une vision systémique du monde que je partage, tout est lié.

1. Interview de Jean-Pascal Labille, alors secrétaire général de l'Union nationale des Mutualités socialistes (Solidaris), dans *Le Soir*, 25-26 février 2012.

Avec tous ceux en proie à l'exaspération voire à l'inquiétude ou au désespoir, je veux partager ma profonde conviction qu'il existe un avenir.

Oui, un futur prospère pour le très grand nombre est possible.

Prenons conscience des enjeux qui se jouent aujourd'hui ; agissons individuellement et collectivement selon le bon sens que d'aucuns voudraient nous faire perdre. Même si les mauvaises nouvelles s'accroissent, plutôt que de diviser les gens en les montant les uns contre les autres, définissons ensemble un projet de société où chacun aura sa place, qui rassemble et qui fédère nos énergies.

Je vous emmène donc avec moi dans le dédale des questions que je me suis posées et des réponses que j'ai tenté de trouver.



PROPOSITIONS SOCIO-ÉCONOMIQUES

Rappel : dans ce livre, je me limite à des propositions qui tendent à offrir une prospérité matérielle digne pour le plus grand nombre. Quant aux autres aspirations fondamentales que nous avons évoquées au chapitre précédent, même si elles sont importantes, elles sortent du champ de ce livre.

Pour que les choses s'améliorent sur le plan socio-économique, je préconise huit grands chantiers de réforme. Presque tout doit être revu pour tendre vers le plein emploi, des services publics performants et une sécurité sociale généreuse mais soutenable.

Le premier chantier concerne la réforme de notre système de représentation politique.

Le deuxième chantier s'intéresse au secteur public en Wallonie-Bruxelles.

Le troisième chantier évoque comment stimuler la création de nouvelles entreprises en Wallonie-Bruxelles et surtout comment les pérenniser.

Le quatrième chantier concerne le plus grand défi de la Wallonie-Bruxelles : comment faire grandir nos PME existantes et les transformer en championnes à l'échelle de l'Europe ou du monde !

Le cinquième chantier s'attaque au plein emploi. Nous verrons comment nous en rapprocher.

Le sixième chantier aborde la qualité de la main-d'œuvre, clef de voûte de tout développement, et la qualité de l'enseignement obligatoire et supérieur. Nous avons du pain sur la planche.

Le septième chantier concerne les dépenses publiques, qu'il faut diminuer de façon intelligente.

Le huitième chantier appelle à une réforme fiscale et parafiscale de grande ampleur.

Note sur les propositions

Pour que le lecteur les retrouve facilement, toutes mes propositions concrètes seront annoncées par le symbole suivant :



Réformer notre système de représentation politique

A. Imposer l'éthique et la transparence

Notre système de représentation doit évoluer. Face aux dérives de la classe politique, des voix de tous bords commencent à s'élever contre le système de représentation actuellement en vigueur dans notre démocratie.

Certains estiment que le peuple, lors des consultations populaires, est incapable de faire les bons choix par ignorance, par manque d'éducation, par effet de mimétisme ou parce qu'il resterait focalisé sur son intérêt à court terme¹. Ceux-là voudraient donner une (très) grande part du pouvoir non plus à des élus mais à des « experts » soi-disant plus à même de gérer les affaires publiques en vue du bien-être de la population. Le rôle des représentants élus serait alors réduit à une vague surveillance et représentation locale. Méfions-nous comme de la peste de ces suggestions antidémocratiques qui veulent remplacer la démocratie représentative, certes encore imparfaite, par une « démocratie d'experts ».

D'autres proposent d'introduire le tirage au sort de citoyens pour les fonctions législatives². Naturellement, cela poserait de nombreuses questions quant à la capacité de compréhension, d'analyse, de jugement des individus subitement appelés à poser des choix dans des domaines dont ils ne connaissent rien. Où et comment sauraient-ils récolter la bonne information, la traiter correctement? Tout est à inventer. Méfions-nous de ces expériences actuelles de consultation populaire mal préparées où on choisit un panel de citoyens, on ne sait trop comment, pour les faire débattre d'un sujet sans l'accompagnement adéquat. Il n'est pas question de refiler à des citoyens *lambda* sans préparation la mission de nous sortir du marasme que la classe politique a créé. Et ainsi de se dédouaner au cas où ces citoyens échoueraient. Il serait alors aisé d'argumenter que la formule de la démocratie directe ne fonctionne pas. Remarquons que ces mêmes questions se posent aujourd'hui pour les élus en place sans qu'on ait des réponses plus rassurantes. À l'inverse, on peut légitimement espérer que les personnes issues de la classe moyenne inférieure, obligées de se débrouiller quotidiennement avec peu d'argent dans leurs propres

1. Nicolas BERGGUEN et Nathan GARDELS, *Gouverner au XXI^e siècle*, Fayard, Paris, 2013.
2. David VAN REYBROUCK, *Contre les élections*, Actes Sud, Paris, 2014, p. 173 et suivantes.

ménages, feraient d'excellents gestionnaires des dépenses publiques, en « bons pères de famille ».

B. Réformer pas à pas

Faisons des pas raisonnables. Les individus que nous élisons doivent gouverner et faire le travail pour lequel ils sont payés.

Commençons par une réforme de notre démocratie représentative. Mettons immédiatement en place des mécanismes qui garantissent l'éthique et la transparence des décisions prises par nos autorités politiques, et qui réduisent, tant que faire se peut, l'influence des appareils de partis sur la vie publique.

Notre démocratie devra, sans doute, se doter à terme d'un système mixte : démocratie représentative, délibérative et participative. N'opposons donc pas démocratie représentative et participation du peuple. Gardons le principe des élections. Car l'acte de voter participe de l'idée de la démocratie ; le supprimer reviendrait à déboussoler la population. Mais mettons en place progressivement, pour contrôler les décisions finales, une assemblée véritablement indépendante des partis politiques.



► Réformer le mode d'élaboration des listes électorales

L'élaboration des listes électorales doit être plus transparente et plus éthique. Pour éviter que les présidents de parti ne placent leurs pions et ne décident à l'avance qui sera élu, rêvons de quelques mesures simples pour réduire à néant ces mécanismes malsains.

- Apparition aléatoire des candidats sur les listes électorales (tirage au sort, par exemple). Cela suppose la suppression du candidat en tête de liste et de tous ceux dont la présence ne sert qu'à pousser une liste et qui parfois se retirent sitôt l'élection terminée.
- Maintien de la case de tête (la case apparaissant au-dessus de la liste des candidats) pour éviter un effet de vedettariat et pour permettre aux citoyens de voter pour un programme de parti plutôt que pour des personnes. Mais disparition de la dévolution des votes en case de tête. Autrement dit, les votes en case de tête serviront à calculer le nombre de sièges attribués à un parti mais ne tomberont pas dans l'escarcelle des premiers candidats sur la liste¹.
- Élection des candidats ayant récolté le plus de voix. De la sorte, les élus sont ceux qui auront été reconnus pour leurs idées ou leurs actions.

1. Selon *L'Écho*, 19 février 2015.



► Tenir compte de l'absentéisme électoral

Si 15 % des votants potentiels ne vont pas voter¹, laissons donc 15 % des fauteuils vides dans les assemblées. Cela signifie que 15 % des élus seront mis au chômage – voilà peut-être de quoi inciter les partis politiques à tenir compte de ce million d'individus qui se détournent de la politique en Belgique.



► Limiter la durée des mandats

Il est entendu que nos élus, en acceptant une fonction politique, se mettent au service de la population pour la durée de leur mandat. Dès lors, le « contrat type » devrait être un contrat limité à la durée du mandat, voire deux mandats maximum. Et, de même qu'un salarié lié à un employeur par un contrat à durée déterminée voit sa mission se terminer sans indemnités, les hommes et femmes politiques doivent, s'ils ne sont pas réélus, quitter leur poste et retrouver leur ancien emploi. Il faut évidemment assurer quelques conditions : offrir un salaire attractif aux mandataires, assurer leur retour dans leur poste précédent, etc.



► Interdire le cumul des mandats

Le cumul des mandats est inadmissible ! Deux mesures peuvent être prises dans le sens du décumul.

- Limiter les mandats dans les conseils d'administration à un nombre raisonnable, en lien avec les missions cernées, et supprimer absolument les rémunérations redondantes.
- Supprimer purement et simplement le cumul de mandats politiques. Un candidat choisit le niveau auquel il veut se présenter et ne se présente qu'une seule fois !



► Supprimer l'immunité parlementaire

Si un mandataire public est soupçonné de faute par la Justice, il devra répondre de ses actes devant un tribunal comme tout autre citoyen sans que le juge d'instruction doive préalablement obtenir une quelconque levée d'immunité parlementaire.



► Expérimenter la démocratie directe

Après une réforme de notre démocratie représentative, nous pourrions faire un petit pas vers une démocratie directe. Par exemple, en partant des

1. Ce sont les chiffres des élections de 2014.

propositions de l'historien et essayiste flamand David Van Reybrouck. Il fait un « plaidoyer provisoire en faveur d'un système bi-représentatif. [...] Dans une Belgique bi-représentative, le Sénat pourrait se composer de citoyens tirés au sort, tandis que le Parlement abriterait encore les citoyens élus¹. »

Nous pourrions commencer par le parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles et instituer une seconde Chambre composée de citoyens tirés au sort, parallèle à celle déjà existante et composée d'élus.

Les décisions politiques ne seraient validées qu'après accord entre les deux chambres. Elles ne seraient donc légitimées qu'après une délibération : elles reflèteraient un consensus citoyen.

En tout état de cause, des citoyens tirés au sort sont plus susceptibles de prendre une décision en toute indépendance car ils ne doivent rendre de comptes à personne, ni aux électeurs, ni à leurs pairs, ni aux partis politiques, ni aux différents groupes de pression.

Mettre sur pied un tel processus de décision exige des conditions optimales.

- Il suppose que les citoyens soient préparés à participer à une telle assemblée. L'école doit jouer un rôle prépondérant dans l'apprentissage de cette démocratie participative : connaissance des règles de fonctionnement, des valeurs et des mécanismes de notre société. Chaque jeune serait susceptible un jour d'être tiré au sort et d'être appelé à siéger.
- Réunir un panel de citoyens représentatifs de la population et acceptant de siéger signifie les tirer au sort dans la liste des électeurs, recueillir leur assentiment et les extraire de leur vie professionnelle, donc leur octroyer un salaire attrayant et l'assurance de retrouver leur boulot une fois le mandat expiré. Le congé politique existe déjà : il suffirait de l'ajuster pour répondre aux besoins de cette nouvelle assemblée.
- L'assemblée qui prend les décisions doit bénéficier de toutes les informations et de tout l'éclairage technique et scientifique (au sens large, y compris économique, social, culturel, etc.), pour confronter des arguments contradictoires et prendre des décisions en connaissance de cause. À cet effet, des experts de tous bords, des gens de terrain, des ONG doivent se mettre à sa disposition pour assurer un éclairage des différents enjeux environnementaux, culturels, politiques, économiques et sociaux. Ces différents acteurs doivent être rétribués pour ce service rendu à la collectivité. Le recours au référendum ou à la consultation populaire doit être un des outils de ce

1. David VAN REYBROUCK, *Contre les élections* (op. cit.).

nouveau parlement. Et l'administration doit retrouver son rôle d'assistant technique et de centre de documentation.



► Voter pour des cartels

L'économiste belge Geert Noels propose une idée originale pour éviter les interminables palabres postélectorales: « Si, trois mois avant les élections, on présentait des cartels, reposant sur des accords entre partis et avec un programme applicable dès le lendemain des élections, est-ce qu'on ne gagnerait pas énormément de temps tous les cinq ans? Ce qui reviendrait à voter directement pour un gouvernement. Quitte à prévoir plusieurs tours d'élections comme cela se fait à l'étranger. C'est peut-être simpliste mais je crois qu'il faut être créatif quand on a de tels défis à long terme à relever¹. »

.....
1. Dans *La Libre Belgique*, 24-25 mai 2014.

Stimuler la création et la pérennisation de nouvelles entreprises

A. Encourager la création d'entreprises

La Wallonie dispose de 320 PME par 100 000 habitants, 490 en Flandre (50 % de plus!)¹.

Étoffer notre tissu entrepreneurial en créant plus d'entreprises est une nécessité pour la Wallonie-Bruxelles. Or, pas de création d'entreprise sans esprit d'entreprendre. Celui-ci est aussi vital pour une nation que le carburant pour un moteur ou de bonnes jambes pour un joueur de foot.

Malheureusement, en Wallonie-Bruxelles, l'esprit d'entreprendre est quasiment à l'état de « coma profond »². Même si le comateux donne de (légers) signes de réveil, notre région ne déborde pas de futurs entrepreneurs. Pourquoi?

Ce constat est d'autant plus étrange que la Wallonie est historiquement reconnue comme une terre d'entrepreneurs géniaux. Il s'agit donc de (re)trouver rapidement notre esprit d'entreprendre.

Avoir l'esprit d'entreprendre et l'envie de créer une entreprise ne se décrète pas. Il s'agit donc de susciter et non d'imposer. De préparer un terreau propice, en somme. Dans notre région, susciter l'esprit d'entreprendre nécessite un véritable changement de mentalité. Presque un changement de paradigme. Nous devons convaincre la population de délaisser son statut « confortable » (illusoire à certains égards) de salarié pour l'aventure plus risquée mais exaltante de la création d'entreprise. Cette envie d'entreprendre s'acquiert dès le plus jeune âge. L'école joue un rôle majeur dans ce projet. L'enseignement secondaire et universitaire doivent faire percoler le goût d'entreprendre chez leurs élèves en modifiant profondément chez eux la perception de l'échec, de la prise de risque, du besoin de sécurité.

1. Discours sur l'état de la Wallonie, durant la présidence du gouvernement Paul Magonne, 2015.
2. *Aperçu du positionnement de la Wallonie en termes de création d'activités, d'entrepreneuriat et dans certains domaines clés pour la compétitivité des PME*, rapport de la Direction de la politique économique du SPW, octobre 2010.

Pour favoriser la création d'entreprise, faciliter l'accès à l'entrepreneuriat semble une évidence. Rendre le métier de patron plus attractif aussi. Nous y reviendrons.

B. Pérenniser les jeunes entreprises

De plus, les entreprises nouvellement créées tiennent moins le coup en Wallonie et à Bruxelles qu'en Flandre. Plus qu'en Flandre, elles périclitent ou disparaissent dans leurs premières années. Après cinq ans, 35 % des nouvelles entreprises ont disparu en Wallonie contre 29 % en Flandre. Le taux net de création d'entreprise en Wallonie est le plus bas d'Europe¹.

Pourtant, des solutions simples et peu coûteuses existent.



► Apprendre à prendre des risques raisonnables dès l'école primaire

L'attitude de la société face à celui qui essaie quelque chose au risque de se tromper, qui tente des expériences, qui prend des risques, est fondamentale dans la dynamique qui conduit à la création d'entreprises. Les facteurs qui l'influencent ont déjà été largement analysés. L'âge moyen de la population est déterminant. Plus une population est âgée, moins elle sera encline à prendre des risques. Notre enseignement encourage aussi à prendre le moins de risques possible. Nos méthodes pédagogiques sanctionnent l'erreur comme une faute plutôt que de l'accepter comme un essai permettant d'avancer². Si ce n'était pas le cas, l'étudiant oserait se tromper et recommencer. Au lieu de cela, l'enseignement le pénalise en stigmatisant son erreur comme un échec, ce qui annihile, dès son plus jeune âge, toute envie de prendre des risques.



► Étudier les recommandations du SBA, du manifeste pour les PME, de l'UWE

Les pistes d'action sont connues depuis longtemps. Le SBA (*Small Business Act*), par exemple, détaille neuf recommandations pour stimuler l'esprit d'entreprendre³. L'Union wallonne des entreprises (UWE), le manifeste

1. Selon Ernst & Young, dans *L'Écho*, 16 janvier 2014.
2. Quand l'erreur est due à de la paresse ou de la négligence, elle doit naturellement être relevée. Mais, bannissons ces évaluations à QCM (questionnaires à choix multiples) qui pénalisent les mauvaises réponses et qui invitent à ne répondre qu'à coup sûr!
3. *Mise en œuvre du SBA en Wallonie : états des lieux et perspectives*, Direction de la politique économique du SPW, novembre 2011.

pour les PME et d'autres ont aussi fait des propositions. Mais dans les faits, peu de choses efficaces sont mises en place.



► **Mettre les grands capitaines d'entreprise wallons et bruxellois dans le coup**

Récemment, un consultant flamand nous demandait, lors d'un séminaire sur l'esprit d'entreprendre: «En Flandre, tout le monde connaît Marc Coucke. En Wallonie, connaissez-vous Jean Stéphane?» Et la grande majorité de la salle d'avouer n'avoir jamais entendu parler de lui¹.

Nous avons, en Wallonie et à Bruxelles, de grands capitaines d'entreprise (devenues moyennes ou grandes), au parcours incroyable; de véritables champions dans leur domaine. Pourquoi ne pas les médiatiser et en faire de vraies icônes de l'entrepreneuriat? Donnons-leur la parole, faisons-les venir sur les plateaux de télévision. Montrons à nos jeunes que créer et développer une entreprise est passionnant.

Pourquoi ne pas inciter des capitaines d'entreprise à parrainer gratuitement un certain nombre d'entreprises qui démarrent? Par exemple, sur le modèle de l'association *Réseau entreprendre*² ou suivant d'autres modalités d'action à définir.



► **Simplifier les formalités d'accès à l'entrepreneuriat**

Avant de commencer son activité même à temps partiel, l'entrepreneur doit créer administrativement son entreprise en nom personnel ou en personne morale. Avant même d'être confronté aux difficultés propres à son activité, le futur entrepreneur doit se dépêtrer dans un marécage bureaucratique avec son vocabulaire spécifique, ses codes, ses formulaires C63 ou C45D (par exemple) dont il est difficile de sortir enthousiaste.

Les autorités publiques ont créé un certain nombre de guichets d'entreprises reliées à la Banque-Carrefour des entreprises. C'est une avancée majeure, bravo. Ne serait-il pas temps d'aller plus loin et de simplifier encore les démarches administratives?

D'autres pays développés l'ont fait depuis longtemps. En Australie, vous pouvez remplir toutes les formalités administratives sur le net et créer votre entreprise en une heure. Vous êtes alors en ordre pour exercer une activité et pour facturer jusqu'à un montant de l'ordre de 50 000 € par an.

1. Jean Stéphane a été, pendant plus de vingt ans, le patron du siège belge de l'entreprise pharmaceutique GSK, spécialisée dans la recherche pour la production de vaccins. C'est sous son impulsion que l'entreprise brabançonne est devenue le centre mondial en vaccins pour le groupe GSK (en Belgique, plus de 8 500 salariés en 2015).
2. L'association *Réseau Entreprendre* existe déjà. Ne pourrait-on l'aider à étendre ses activités? Voir <http://www.reseau-entreprendre.org/>.



► Généraliser l'accompagnement des futurs entrepreneurs

Lors de la création d'une entreprise, les guichets d'entreprise récoltent l'ensemble des documents administratifs nécessaires et vérifient qu'ils sont en ordre. C'est un bon début. Mais pour le reste, qu'on se débrouille ! Pourquoi ne pas fournir, pendant une durée à définir, un accompagnement calqué sur le modèle de l'Awex qui propose l'aide d'experts de diverses compétences, qui aide à étudier la faisabilité du projet, à établir un plan d'affaires (*business plan*), qui sert d'intermédiaire auprès des banques, etc. Et tout cela en accès libre sur des plateformes internet. Des ASBL existent, comme par exemple *Osez entreprendre*, qui accompagnent concrètement les jeunes entrepreneurs dans le démarrage de leurs activités. Il existe aussi des couveuses d'entreprises, comme Job'in et Créa-Job, qui permettent aux futurs entrepreneurs de tester leur projet sur le terrain avant de se lancer réellement (voir ci-dessous). Belles initiatives ! Pourquoi ne pas généraliser l'offre ?



► Généraliser la possibilité de tester son activité

Dans le but de rendre le lancement d'une entreprise moins risqué, la coopérative d'activités JobYourself permet de tester son activité en grande nature pendant une période maximale de dix-huit mois, sans perte de droit aux revenus sociaux en cas d'échec. Mais cette possibilité ne s'applique qu'aux projets de services. Pourquoi ne pas étendre cette expérience à tous les types de projets ?



► Ne pas léser le futur entrepreneur par rapport à celui qui reste chômeur

Le « dingue » qui se lance dans une activité d'entrepreneur prend le risque que son activité ne fonctionne pas. Il n'est pas sûr de pouvoir s'offrir un salaire (au moins au début), ni de payer ses cotisations sociales. Il investit généralement beaucoup d'argent. Il prend le risque de perdre ses droits aux soins de santé, aux prestations familiales¹ et aux allocations de chômage après un an d'inactivité. Alors que le demandeur d'emploi, chef de famille qui cherche doucement du travail, conserve tous ses droits.

Est-ce bien la meilleure manière de susciter des vocations d'entrepreneur ? Ne pourrait-on pas, par exemple, lui garantir un minimum de rentrées financières pendant ses premières années d'activité ?

1. Voir <https://www.socialsecurity.be/citizen/fr/famille/allocations-familiales-specifiques/prestations-familiales-garanties>.



► Une agence de « médecins d'entreprise »

Pourquoi ne pas mettre à la disposition des entrepreneurs qui rencontrent des difficultés une structure simple et efficace, qui accompagnerait concrètement, pendant quelques mois, l'entrepreneur qui perd pied? Cette structure pourrait être composée d'étudiants en fin d'études encadrés par des personnes expérimentées pour garantir leur efficacité. Leur rémunération devrait être raisonnable et, en tous cas, liée aux résultats obtenus. On peut aller plus loin. Ne serait-il pas juste de fournir un encadrement obligatoire aux entreprises en difficulté? On éviterait peut-être bien des faillites. L'enjeu sera de définir à partir de quand intervenir, quelle structure d'accueil mettre en place, comment évaluer les résultats obtenus, etc. : autant de modalités d'action à préciser.

Vous suivez toujours ?

Résumons. Pour améliorer les performances de notre machine économique, nous préconisons huit grands chantiers de réforme.

Le premier chantier concerne la réforme de notre système politique. Pour améliorer le rendement d'une organisation, il faut commencer par changer le sommet. Dans notre cas, ceux qui décident des grandes orientations au plan macro-économique, qui votent les budgets, qui organisent la vie de la société, sont nos dirigeants politiques.

Tout changement nécessitera d'abord le nettoyage des écuries d'Augias par une refonte du système de représentation : changement du mode d'élaboration des listes électorales, limitation des mandats, prise en compte des votes blancs, interdiction des cumuls, suppression de l'immunité parlementaire, expérimentation de la démocratie directe, constitution de cartels avant les élections.

Le deuxième chantier a pour objectif de stimuler la création de nouvelles entreprises en Wallonie-Bruxelles et surtout de les pérenniser.

Il reste encore six chantiers à mettre en œuvre.

Le troisième, sans doute le défi le plus difficile à relever mais aussi le plus crucial pour notre prospérité future, pose la question suivante : comment doper nos PME pour les faire grandir jusqu'à les transformer en championnes à l'échelle de l'Europe et du monde ?

Allons-y!

Pour acheter la suite, cliquez [ici](#)